



ADF AUJOURD'HUI

QUATRIÈME FORUM POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Gouvernance pour une Afrique en marche

Mercredi, 13 octobre 2004

ADF «un forum unique, cadre de débats sérieux et rigoureux» - Mèlès

Le Premier Ministre éthiopien, S.E.M. Mèlès Zenawi, a ouvert hier le quatrième Forum pour le développement en Afrique, intitulé «Gouvernance pour une Afrique en marche».

Le Premier Ministre a décrit ADF comme un forum unique, cadre de débats sérieux et rigoureux sur le plan intellectuel... et un échange de vues sur les problèmes critiques concernant les défis du développement en Afrique». Il a ajouté: «Sans bonne gouvernance et un respect total des droits démocratiques des citoyens et de tous les secteurs de la société, il serait impossible de mettre en place les conditions d'une paix et d'une stabilité durables.»

Dans ses observations liminaires, K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA, a expliqué que la CEA avait orienté ce Forum sur la gouvernance à cause de son importance fondamentale pour la paix, la sécurité et le développement économique.

«Nous nous concentrons sur la gouvernance car quelque soit le problème sectoriel ou le défi national qui se pose, à chaque fois la gouvernance s'avère primordiale »

K.Y. Amoako a cité la pandémie du VIH/sida comme un des plus importants défis auquel le continent doit faire face actuellement. Compte tenu des pertes en ressources humaines dans plusieurs pays africains, il est important de comprendre les effets probables de la pandémie sur la gouvernance. C'est pourquoi CVGA étudie les effets à long terme du VIH/sida en Afrique.

A l'heure où de nombreux dirigeants africains accordent la priorité à la gouvernance dans leur politique nationale, il faut rappeler qu'un État dynamique est nécessaire pour relever les défis actuels. «Le développement est impossible en l'absence d'une réelle démocratie, du respect des droits de l'homme, de la paix et de la bonne gouvernance», a ajouté K.Y. Amoako.

Il a expliqué que la CEA avait procédé à une étude novatrice dans 30 pays afin de mieux comprendre l'état de la gouvernance en Afrique aujourd'hui. Ces études, faisant intervenir plus de 2000 experts et 50 000 ménages, couvrent les dimensions politiques et économiques de la gouvernance.

Mme Gertrude Mongella, Présidente du Parlement panafricain, a rappelé que la bonne gouvernance, le respect de la dignité et des droits n'étaient pas des thèmes nouveaux mais étaient profondément enracinés dans l'histoire et la culture africaines; elle a aussi insisté sur l'importance de l'autonomisation des femmes pour qu'elles puissent participer pleinement à la prise de décision.

Mme Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente de la Commission pour la réforme de la gouvernance du Libéria, a fait observer que sept ans s'étaient écoulés depuis l'évocation par le Président sud-africain Thabo Mbeki d'une «renaissance africaine». Elle a ajouté que cette notion serait réalité lorsque le continent adoptera un système de gouvernance garantissant le transfert régulier et pacifique du pouvoir et la consolidation des progrès accomplis en matière d'obligation redditionnelle et de respect des droits de l'homme.

Le plaidoyer de la CVGA dans la lutte contre le Sida

Par Marie-Noëlle Guichi

C'est dans une salle de la CEA archicentrale que s'est déroulée hier, 12 octobre, la réunion interactive de la Commission du Vih/sida et de la gouvernance en Afrique (CVGA). Une rencontre au cours de laquelle des experts ont constaté, avec amertume, que les communautés rurales d'Afrique sont les parents pauvres de la prévention contre le Vih/sida, dont le gros du budget est consacré à la zone urbaine.

La réunion était coordonnée par l'ancien président Kenneth Kaunda, le père de l'indépendance du Ghana et l'ancien Premier Ministre mozambicain Pascal Mocumbi. Dès l'ouverture des travaux, le président de la CVGA K.Y. Amoako, Secrétaire Exécutif de la CEA a fait observer que « dans un premier temps, le sida a été considéré essentiellement comme un phénomène urbain, et c'est à ces zones que l'essentiel du traitement est consacré. Mais nous voyons maintenant que l'épidémie s'est répandue dans les zones rurales, là où vivent la grande majorité des Africains », a-t-il déclaré.

La principale conséquence est qu'en milieu rural, « le VIH/sida a fait d'énormes ravages, emportant des familles entières d'agriculteurs », ont reconnu les spécialistes qui ont présenté l'impact du VIH/sida sur la sécurité alimentaire. Les trois orateurs dont Joseph Tumushabe, enseignant à l'université de Makerere; Gladys Mutangadura, responsable de la CEA à Lusaka et Daphné Topouzis expert en VIH/sida et la sécurité alimentaire, ont démontré, statistiques à l'appui, qu'à cause de la pandémie, l'insécurité alimentaire prend de l'ampleur dans de nombreux pays africains. Ils ont soutenu que si rien n'est fait, dans un avenir proche, il n'y aura plus en Afrique de personnes capables d'assurer la pérennisation de la production agricole.

Ils observent que le décès des hommes augmente la charge du travail des femmes, confrontées déjà à de multiples problèmes (l'inaccessibilité aux intrants, circuit de distribution des produits agricoles, inexistence des subventions des Etats, absence d'une main d'œuvre qualifiée, le non-respect ou inexistence de leurs droits à la propriété



Monsieur le Président de la République d'Ethiopie, avec Messieurs K.Y. Amoako et Kenneth Kaunda

foncière etc). L'héritage a également été relevé comme faisant partie des plus grandes contraintes à l'épanouissement des femmes, qui doivent prendre en charge orphelins et personnes âgées. Pour y remédier, les trois experts ont préconisé que chaque dirigeant africain encourage l'accès de la femme à la terre, développent des techniques nouvelles pour alléger sa tâche aussi bien dans les plantations que dans le ménage, notamment par la mécanisation, l'aménagement des points d'eau. Ils conseillent aussi la formation par les Etats des jeunes agriculteurs, la promotion de la diversification des cultures et surtout la vulgarisation des cultures qui ne demandent pas une importante main d'œuvre.

Daphné Topouzis a également relevé que les personnes vivant avec le sida ont un besoin alimentaire plus accru. Il s'agit surtout d'une alimentation saine et équilibrée, riche en protéine, a-t-elle indiqué, en faisant observer que « le Vih/sida est venu accroître l'insécurité

Suite page 2

Colère francophone

par Norbert N. OUENDJI, Journalist and Media Consultant

La Commission économique pour l'Afrique (CEA) compte officiellement trois langues de travail : l'anglais, l'arabe et le français. D'après un responsable de la section communication, leur usage lors des réunions annuelles de l'institution est courante. Pour les rencontres comme le Forum pour le Développement de l'Afrique (ADF), l'anglais et le français sont en principe les deux langues recommandées. Mais, comme lors des précédentes éditions, plusieurs participants se disent «lésés» du fait de l'utilisation abusive de la langue de Shakespeare.

Le débat anime les discussions dans les coulisses du Centre des conférences de l'ONU. Lundi 11 octobre au soir, un groupe à dominance francophone, rencontré dans le car qui devait nous déposer à notre résidence, a spontanément relancé la question. « Pourquoi la plupart des discours et des documents sont en anglais ? Que veut-on que nous retenions de cette rencontre ? Franchement, ce n'est pas normal », a rouspété une participante francophone originaire d'Afrique centrale. « Plus grave, certains parlent avec un accent qui ne facilite pas la compréhension », ajoute, agacé, un ressortissant de l'Afrique de l'Ouest.

Hier mardi 11 octobre, des intervenants ont indiqué n'avoir pas exploité le Rapport publié par la CEA sur la gouvernance parce que la version française n'était pas prête. Mme Angélique N'Goma, ministre gabonaise de la Famille, de la Protection de l'enfance et de la Promotion de la femme, s'est vivement élevée contre cette pratique, arrachant au passage des applaudissements d'une partie considérable de la salle. « Quelques soient les raisons qu'on peut nous donner, nous trouvons cela inacceptable », a-t-elle souligné, plaidant la cause des pays francophones.

Suite page 2

Bonne gouvernance: l'Afrique fait son bilan

Par Francine Nzibarega

Le Rapport sur la gouvernance en Afrique a été présenté mardi 12 octobre 2004 lors de la deuxième séance plénière du quatrième Forum pour le Développement de l'Afrique.

Mr. Okey Onyejekwe, conseiller régional de la Division des politiques et de la gestion du développement au sein de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a fait un exposé sur le Rapport de la bonne gouvernance en Afrique. Ce rapport fait la synthèse de la première grande étude continentale visant à mesurer et contrôler les « Progrès accomplis sur la voie de la bonne gouvernance en Afrique », entreprise par la CEA. Dans le cadre de cette étude, des enquêtes et des recherches ont été menées sur 28 pays africains. Les résultats complets et l'analyse de l'étude seront publiés en 2005 dans le premier « Rapport sur la gouvernance en Afrique ».

Dans son introduction, Mr. Okey Onyejekwe a rappelé la déclaration de Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies « La bonne gouvernance et le développement durable sont indivisibles. De l'Amérique latine à l'Asie, en passant par l'Afrique, toutes nos expériences le montrent. Sans bonne gouvernance, sans état de droit, sans administration prévisible, sans pouvoir légitime et sans une réglementation adaptée, les financements et les dons les plus abondants ne sauraient assurer la prospérité.»

Suite page 2

Le plaidoyer...
suite de la page 1

alimentaire en Afrique ». Elle fait remarquer que 40% d'enfants de moins de 5 ans meurent de malnutrition en Afrique, au sud du Sahara, et 50% de femmes enceintes font une anémie sévère dans cette région de l'Afrique où 25 millions de personnes ont déjà été tuées par le Vih/sida.

Créée en février 2003 par le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, la Commission du Vih/sida et de la gouvernance en Afrique (CVGA) fournit des conseils et des analyses aux décideurs africains qui font face aux ravages de la pandémie. Se fondant sur des activités de recherche, elle publie des documents d'orientation et mène des activités de plaidoyer.

La session interactive d'hier est la troisième d'une série de cinq réunions que la CVGA organisera en Afrique avant la fin de son mandat de deux ans. Selon K.Y. Amoako, les objectifs de ces sessions sont : promouvoir la réflexion des organisations de la société civile sur les questions relatives au Vih/sida et la gouvernance; tenir la société civile informée des résultats des travaux de la commission; et intégrer les contributions de la société civile dans les délibérations et recommandations de la Commission.

Bonne gouvernance...
suite de la page 1

Selon Mr. Okey Onyejekwe, le projet a identifié quatre tendances positives sur la voie de la création d'Etats compétents en Afrique: les transitions démocratiques; l'ouverture politique; la liberté d'expression et obligation comptable; et la gestion économique ».

En ce qui concerne les transitions démocratiques, il a fait savoir que « de nombreux pays africains ont fait de grandes avancées, des régimes autoritaires et militaires évoluant vers davantage de démocratie ». En effet, les élections sont devenues le seul moyen acceptable de choisir les dirigeants et d'en changer. Pour le renforcement de la liberté d'expression et de l'obligation comptable, Mr Okey Onyejekwe a fait savoir que « sur l'ensemble du continent, de nouveaux canaux permettent aux citoyens de participer au processus politique et d'exprimer leurs demandes, sans crainte de représailles ». Enfin pour la gestion des finances publiques

Colère francophone...
suite de la page 1

Le problème semble donc sérieux. Et même si on peut apprécier les efforts qui sont faits par les traducteurs, on regrette le différé presque constant de la traduction des contributions orales. On s'y perd assez souvent. Quant à leur version papier, elle peut attendre. Pire, il est rare de trouver un ordinateur avec un clavier français ou arabe. Il n'y en a que pour la communauté anglophone. Le déséquilibre est aussi perceptible dans le quotidien du Forum. Deux pages seulement en français, contre six en anglais. Dans la salle de conférence même, le message invitant les participants à étendre leur téléphone portable est inscrit en anglais sur les deux panneaux lumineux disponibles : « Please switch off your mobile phones ». Pour couper court, un Angolais, bien que lui aussi gêné, estime que chacun devrait se « débrouiller » en anglais, étant entendu qu'il s'agit d'une langue internationale.

Cette problématique domine depuis longtemps les discours de la plupart d'hommes politiques et de chefs d'Etat préoccupés par l'avenir de leur langue face à la montée en puissance de l'anglais. Mais certains essaient de comprendre ce phénomène, même s'ils entourent leur analyse de quelques précautions diplomatiques. C'est le cas par exemple du président français, Jacques Chirac. « S'affirmer

L'Afrique se dote d'un indice de mesure des inégalités entre les sexes Par Doua Gouly

Proposer un mécanisme d'évaluation du statut de la femme par rapport à celui de l'homme au niveau social, économique et politique. Voilà l'objectif principal de l'Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA).

Lancé hier à l'occasion de la deuxième journée du Forum de développement de l'Afrique (ADF IV), l'IDISA se veut un stimulateur du processus de participation communautaire au niveau de la sensibilisation politique sur les questions de genre.

Selon Mme Joséphine Ouédraogo, directrice du Centre africain pour le genre et le développement (CAGED) à la Commission économique pour l'Afrique (CEA), depuis la conférence de Beijing en 1995, les Nations Unies ont reçu mandat de suivre la mise en place des plate-formes concernant les femmes. Jusque-là, les bilans périodiques ont été faits par les gouvernements africains « sur la base d'un souci de faire savoir à l'opinion que d'importants progrès ont été faits ».

« Cependant, a-t-elle révélé, aucune étude sur la promotion des femmes à l'échelle continentale n'a jamais été opérée. Il était impossible d'ap-

précier les changements entre les hommes et les femmes ». L'indice étudiera l'écart entre les hommes et les femmes dans les secteurs qui paraissent importants. Il englobe notamment les indicateurs rassemblés dans trois rubriques. « Il s'agit du pouvoir social ou Capacité, du pouvoir économique ou Opportunité et du pouvoir politique appelée également Pouvoir d'action » a indiqué Mme Jo-

sephine Ouédraogo. L'étude montre qu'un nombre grandissant de pays voient leurs déficits diminuer, atteignent leurs objectifs de mobilisation des revenus, gèrent leurs systèmes de perception de l'impôt avec davantage d'efficacité, améliorent la transparence financière et créent des institutions et des arrangements pour mieux auditer les fonds publics.

Toutefois, Mr Okey Onyejekwe souligne que « de toute évidence, il reste beaucoup à faire avant que l'on puisse dire que l'Etat compétent est la norme en Afrique car dans la plupart des pays, la qualité de la gestion du secteur public laisse toujours beaucoup à désirer ». En ce qui concerne la gouvernance des entreprises, il dit que : « les pays africains ont certes reconnu la nécessité de promouvoir le développement du secteur privé mais ils ont besoin de faire bien davantage pour créer un environnement réellement propice à cet égard ».

Se fondant sur les conclusions de l'étude, Mr Okey Onyejekwe a déclaré que « le Rapport définit 10 domaines d'action prioritaires pour l'édification d'Etats compétents. Ces 10 priorités sont les suivantes: Renforcer les capacités des parlements pour qu'ils puissent s'acquitter de leurs principales fonctions; Approfondir les

réformes juridiques et judiciaires; Améliorer la gestion du secteur public; Améliorer la prestation de services publics; Supprimer les entraves à l'action des entreprises privées; Exploiter le potentiel des technologies de l'information et de la communication; Susciter l'émergence de médias crédibles et responsables; Tirer le meilleur parti des modes traditionnels de gouvernance; Atténuer l'impact du VIH/sida sur la gouvernance; et enfin, faire en sorte que les partenaires tiennent leurs promesses.

francophone, c'est (...) combattre un risque majeur pour l'humanité : l'uniformité linguistique et donc culturelle. Je ne suis pas de ceux qui dénigrent la langue anglaise, dont la prépondérance est une donnée de l'Histoire moderne. Cependant le danger existe d'une perte d'influence des autres langues véhiculaires, et d'une éradication complète des langues vernaculaires. Pour le conjurer, il faudra faire preuve d'une résolution obstinée, qui implique d'abord une prise de conscience. Défendre le rayonnement de la langue française, c'est défendre le droit à penser, à échanger, à sémouvoir et à prier autrement. C'est défendre l'ouverture à autrui et donc la tolérance », souligne-t-il dans un discours à l'ouverture du VIe Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement ayant le français en partage (Cotonou, Bénin, 2 décembre 1995).

Les structures comme l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), dont le siège permanent auprès de la CEA et de l'UA est à Addis Abeba, mènent une bataille rude dans ce sens. Il s'agit aussi d'augmenter la visibilité et l'effectivité du français dans le concert des nations. « Le combat pour la Francophonie ne sera gagné que si le



Mme Thokozile Ruzvidzo

sephine Ouédraogo. L'une des composantes de l'IDISA est le Tableau de bord de la promotion de la femme en Afrique (TBPFA). « Il évaluera l'efficacité des politiques nationales de promotion et d'habilitation des femmes » a rappelé la directrice du Centre africain pour le genre et le développement à la CEA.

Le TBPFA reprend les points cruciaux des diverses conventions. Chartes et autres documents relatifs à l'habilitation des femmes. Quatre rubriques la composent. Il s'agit des droits des femmes, le pouvoir social (Capacité), le pouvoir économique (Opportunité) et le pouvoir politique (Pouvoir d'action).

Mme Thokozile Ruzvidzo, économiste au CAGED a présenté à l'ensemble des participants le mécanisme et la méthodologie de l'Indice de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique.



Mr Okey Onyejekwe

Pour sa part, M. Essop Pahad, ministre sud-africain à la présidence, chargé du Bureau de la condition des femmes, des enfants, des handicapés et de la jeunesse s'est réjoui de « ce début qui nous amènera vers un index véritablement africain par rapport à nos engagements vis-à-vis de la lutte contre la pauvreté ». Il a plaidé pour ne pas que cet indice soit un instrument de sélection de financement des projets. « L'Indice doit plutôt être un outil supplémentaire de déblocage de fonds dans tel ou tel domaine ».

L'IDISA a fait l'objet d'un test dans les 12 pays africains: Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Ethiopie, Egypte, Ghana, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Tanzanie, et Tunisie. Le résultat des tests sera publié dans le Rapport sur les femmes africaines 2004.

Mme Josephine Ouédraogo a rappelé que les statistiques qui composent l'IDISA proviennent des services publics africains. « Il ne s'agit nullement de chiffres venus des institutions internationales », a-t-elle insisté.

Selon Mr Okey Onyejekwe, ce rapport mentionne deux autres domaines qui méritent également l'attention. Il s'agit de la lutte contre les aspects de la corruption liés à l'effort, par l'amélioration de la gouvernance des entreprises dans les pays donateurs et la mise au point de systèmes permettant de récupérer les avoirs perdus par des responsables corrompus et engagés dans les pays de l'OCDE.

frança est ressentie comme une langue internationalement utile. Pour que la Francophonie s'affirme dans le monde, elle doit apparaître comme un véritable réseau de Francophonie globale où tous, à tout moment, à tout endroit, ont accès, en français, à tous les registres de la vie, mais aussi à l'emploi », soutenait à ce propos l'ancien secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali (septembre 1998).

Pour rester dans cet esprit, on peut souhaiter que la CEA prenne des dispositions pratiques afin que tous les participants aux travaux quelle organise aient désormais accès aux documents de travail en anglais et en français. A tout moment (en temps réel de préférence) et à tout endroit. Cela dit, il serait exagéré de penser que l'intention de la CEA est de marginaliser une langue au profit d'une autre. Elle a simplement besoin de moyens ou de fonds nécessaires pour satisfaire ces besoins pressants. C'est du moins ce que nous ont confié des responsables de la CEA, qui révèlent que la traduction n'est pas seulement une question de coût, mais aussi de temps. « Les documents en anglais que nous envoyons à la traduction nous reviennent

des délais assez longs. Mais nous vous assurons que tout va rentrer dans l'ordre et que tout le monde sera satisfait », expliquent-ils, faisant remarquer que même des cadres de la CEA qui sont francophones préfèrent s'exprimer en anglais lors des meetings. Last Monday for example, Mr. Philibert Afrika, Director, operations Policies and Review department at African Development Bank Group, presented his speech in english, one of two working languages of ADB (with french). He is from Rwanda, where kinyarwanda, english and french are official languages.

Perhaps it is time to think about communication writing both in english and in french. But the promotion of bilingualism and national or maternal languages is also important for the development of Africa. Ethiopia, headquarter of ECA, is an example among others. According to article 5 of the Constitution of 8th december 1994, all ethiopian languages are equal. But "amharic" is the working language of federal government. English is also an administrative language. It is mainwhile known that its use is limited to urban centers, particularly in hotels, tourist areas, etc.